

CONJONCTURE ECONOMIQUE

MARS 2023

La guerre en Ukraine et la hausse des prix mondiaux des produits de base et des produits manufacturés et la sécheresse qui se poursuit pour la quatrième année consécutive, ajoutés au ralentissement de l'économie mondiale, ont exacerbé les vulnérabilités de l'économie tunisienne qui est déjà affaiblie par trois années de Covid19. Les réalisations du premier trimestre 2023, même si elles montrent quelques signes d'amélioration, ne doivent pas occulter les nombreuses fragilités qui concernent notamment la poursuite de la baisse de l'investissement, l'augmentation du chômage, le ralentissement des échanges extérieurs et les difficultés de mobilisation des ressources extérieures de financement nécessaires pour l'équilibre de la balance des paiements et du budget de l'Etat,

Les développements qui suivent explicitent ces évolutions au niveau des différents agrégats.

1. La production : Une reprise qui risque de marquer le pas sous l'effet du ralentissement de l'économie mondiale

Les estimations préliminaires des comptes nationaux trimestriels, publiés par l'INS, montrent que l'activité économique a enregistré au premier trimestre 2023, une croissance du PIB de 2,1 % en glissement annuel, soit en légère amélioration par rapport à la croissance au trimestre précédent (1,7%).

En termes de variations trimestrielles, le volume du PIB a augmenté de 0,7 % contre 0.6 au trimestre précédent.

Croissance du PIB en %	2022				2023
	I	II	III	IV	I
Glissement annuel	2.2	2.5	2.8	1.7	2.1
Variation trimestrielle	0.6	0.0	0.4	0.6	0.7

Cette évolution du PIB s'explique notamment par la consolidation du rythme de croissance du secteur du textile, habillement et cuir (13.8%), du secteur des industries mécaniques et électriques (5.6%), du tourisme (16.3%) et des transports (5.3%). En revanche certains secteurs enregistrent une croissance négative tel que l'extraction pétrolière (-15.7%), l'extraction des produits miniers (-9.6%), l'industrie agricole et alimentaire (-8.5%) et la construction (-1,5%).

Pour le reste de l'année 2023 la croissance risque de ralentir sous l'effet des perspectives du ralentissement, plus accentué que prévu, de l'activité économique mondiale et de l'impact de la sécheresse.

Dans les perspectives de l'économie mondiale publiées par le FMI, les prévisions de référence font ressortir que la croissance mondiale devrait ralentir de 3,4 % en 2022 à 2,8 % en 2023, et que Les pays avancés devraient connaître un ralentissement particulièrement marqué de leur activité économique, avec un taux de croissance chutant de 2,7 % en 2022 à 1,3 % en 2023.

Pour la Tunisie, le scénario de référence du FMI anticipe une forte chute de la croissance économique à 1,3% en 2023.

Par ailleurs, les quantités d'eaux tombées récemment sont certes bénéfiques. Elles auront des impacts positifs notamment sur la production céréalière irriguée, les fourrages et les récoltes d'olive

pour la prochaine saison mais ne permettront pas de sauver la saison agricole 2022-2023. La récolte des céréales de cette saison ne dépassera pas 2 à 2.5 millions de quintaux, soit le tiers de celle de l'année écoulée qui était de 7 millions de quintaux,

2. Le marché de l'emploi : Le taux de chômage augmente

Au premier trimestre de 2023 la population active s'inscrit en baisse, s'établissant à 4078,1 mille individus contre 4124,2 mille au quatrième trimestre de l'année 2022, soit une baisse de 46,1 mille individus.

Le nombre des occupés a baissé de 77,3 mille pour s'établir à 3422,3 mille au premier trimestre de l'année 2023 contre 3499,6 au quatrième trimestre de l'année 2022.

Le nombre de chômeurs est estimé, au premier trimestre de l'année 2023, à 655,8 mille, contre 624,6 mille au quatrième trimestre de l'année 2022. Le taux de chômage augmente ainsi pour s'établir à 16,1 % contre 15,2 % au quatrième trimestre de l'année 2022.

Par sexe, le taux de chômage est en hausse aussi bien pour les hommes (13,9 % contre 12,9 % au T4 2022) que pour les femmes (21,2 % contre 20,1 % au T4 2022).

Pour les personnes actives âgées de 15 à 24 ans, 40,2 % étaient au chômage, contre 38,8 % au quatrième trimestre de l'année 2022. Ce taux a augmenté auprès de la population jeune masculine pour atteindre 42,3 % contre 38,6 % au quatrième trimestre de l'année 2022. Tandis qu'il a baissé chez les jeunes femmes pour s'établir à 35,3 % contre 39,1 % au quatrième de l'année 2022.

Le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur diminue pour atteindre 23,1 % au premier trimestre de l'année 2023 contre 24 % au quatrième trimestre de l'année 2022. Ce taux est de 15,2 % chez les hommes et de 29,4 % chez les femmes.

3. L'investissement continue de baisser avec quelques signes d'amélioration

L'investissement ne connaît pas, durant le premier trimestre de 2023, l'augmentation attendue. Ceci apparaît notamment au niveau de l'évolution des importations des biens d'équipement, importante composante des investissements, qui évaluées en Dollars, stagne pratiquement (+0.4%) par rapport au niveau du premier trimestre 2022, ce qui signifie, compte tenu de l'inflation, une baisse en terme réel.

Parallèlement, le premier trimestre a été marqué par quelques signes d'amélioration qui concernent d'abord les investissements déclarés dans le secteur industriel qui enregistrent une augmentation de 27.8 %. Cette augmentation se localise au niveau des secteurs orientés vers l'exportation avec une hausse de 66.5% pendant les trois premiers mois de l'année 2023.

Les secteurs qui ont connu des augmentations au niveau des investissements déclarés sont : Le secteur des industries des matériaux de construction, de la céramique et du verre (+538.6%), le secteur des industries mécaniques et électriques (+43.9%), le secteur des industries chimiques (+33.1%) et le secteur des industries du textile et de l'habillement (+103.4%).

Cette évolution augure d'une reprise des investissements, pourvu que l'environnement des affaires s'améliore notamment au niveau des formalités administratives.

Les investissements déclarés dans les activités de service ont enregistré en revanche une baisse de 39.5% lors des trois premiers mois de l'année 2023 (191.6MD contre 316.9 MD lors des trois premiers mois de l'année 2022).

L'autre facteur favorable observé durant le premier trimestre se rapporte aux IDE dans le secteur manufacturier qui ont progressé de 28.2 % d'un trimestre à l'autre. Toutefois compte de la baisse des investissements dans le secteur de l'énergie (- 15.1) qui poursuit la tendance observée depuis quelques années, l'ensemble des IDE progresse de 10.2% durant le premier trimestre 2023.

En MD	2021	2022	variations (%)
Energie	540.5	490.5	-9.3
Industrie	952.6	1 300.6	36.5
Services	344.9	413.4	19.9
Agriculture	6.8	9.7	42.3
Total IDE	1 844.8	2 214.3	20.0

4. L'inflation continue à être élevée malgré un léger repli.

En mars 2023, l'inflation se replie légèrement à 10,3, après des hausses successives observées depuis le mois d'octobre 2021. Ce repli est dû à la décélération du rythme d'augmentation des prix entre mars et février de cette année comparée à celui de l'année dernière. En effet, un fléchissement est observé au niveau du rythme d'augmentation des prix de l'habillement (8,9% contre 9,4% en février), des prix des services de transport (11,4% contre 12,1% en février) et des prix des boissons alcoolisées et tabac (4,1% contre 5,6% en février).

Les prix de l'alimentation augmentent de 15,7% sur un an. Cette hausse provient principalement de l'augmentation des prix des viandes ovines de 34,2%, des œufs de 31,3%, des viandes de volailles de 23,8%, des huiles alimentaires de 23,7% et des viandes bovines de 21,8%.

Les prix des produits manufacturés augmentent de 9,8% en raison de la hausse des prix des matériaux de construction de 8,2%, des produits de l'habillement de 8,9% et des produits d'entretien courant du foyer de 10,1%. Pour les services, l'augmentation des prix est de 7,3% sur un an, expliquée principalement par la hausse des prix des services des restaurants, cafés et hôtels de 9,7% et des services des transports publics et privés de 16.1%.

Le taux d'inflation sous-jacente (hors produits alimentaires et énergie) se replie pour s'établir à 7,8% après 7,9% le mois précédent. Les prix des produits libres augmentent de 11,2% sur un an et les prix des produits encadrés augmentent quant à eux de 7,4%. Les produits alimentaires libres ont connu une hausse de 18,5% contre 0,6% pour les produits alimentaires à prix encadrés.

5. Les échanges commerciaux : Ralentissement du rythme de croissance des deux termes de la balance commerciale.

Les résultats des échanges commerciaux avec l'extérieur aux prix courants durant le premier trimestre de l'année 2023 font ressortir un ralentissement du rythme de progression des deux termes de la balance commerciale : les exportations ont augmenté de 10,9% contre +26,2% durant la même période en 2022, et les importations ont enregistré une hausse de 5,5% contre 29,6% durant la même période en 2022.

Suite à cette évolution le déficit commercial s'est allégé et le taux de couverture s'est amélioré de 3,9 points par rapport à la même période de l'année 2022 pour s'établir à 80,2% comme le montre le tableau suivant :

1^{er} trimestre en MD	2021	2022	2023	2022/21	2023/22
Exportations	11 161.8	14 081.7	15 614.7	26.2%	10.9%
Importations	14 236.1	18 451.5	19 460.9	29.6%	5.5%
Déficit commercial	3 074.3	4 369.8	3 846.2	42.1%	-12.0%
Taux de couverture	78.4%	76.3%	80.2%		

L'augmentation observée au niveau des exportations (+10,9%) durant le premier trimestre de l'année 2023 concerne plusieurs secteurs: Les exportations du secteur des industries agro-alimentaires ont augmenté de 8,2%, celles des textiles, habillement et cuirs de 17,8% et celles des industries mécaniques et électriques de 18,8%. En revanche les exportations du secteur de l'énergie ont baissé de 31,9% et celles des mines, phosphates et dérivés de 1,6%.

Accroissement (en %)	trois mois 2022	trois mois 2023
Industrie agro-alimentaire	18.3	8.2
Textile habillement et cuir	20.9	17.8
Industrie mécanique et électrique	13.4	18.8
Mines, phosphate et dérivés	152.2	- 1.6
Energie	138.4	-31.9
Total exportations	26.3	10.9

L'augmentation des importations (+5,5%) provient de la hausse enregistrée au niveau des importations des produits énergétiques (11,6%), des biens de consommation (+5%), des biens d'équipement (+3,8%), ainsi que des matières premières et demi-produits (+2,9%).

Accroissement en %	trois mois 2022	trois mois 2023
Energie	87.3	11.6
Matières premières et demis produits	38.5	2.9
Alimentation	26.4	9.5
Biens de consommation	12.7	5.0
Biens d'équipement	9.5	3.8
Total importations	29.6	5.5

La répartition géographique des échanges montre que Le déficit commercial provient principalement du déficit enregistré avec certains pays, tels que la Chine (-1971,3 MD), la Turquie (-720,2 MD), l'Algérie (-1134,6 MD), la Russie (-1089,1 MD), l'Ukraine (-386,6 MD), l'Egypte (-307,8 MD) et la Grèce (-189,1 MD).

En revanche, le solde de la balance commerciale des biens a enregistré un excédent avec d'autres pays, principalement la France (1511,1 MD), l'Allemagne (807,4 MD), l'Italie (329,2 MD) et la Libye (606,2 MD).

D'autre part, il est à noter que le déficit de la balance commerciale hors énergie se réduit à -1474,6 MD et que le déficit de la balance énergétique s'établit à -2371,6 MD contre -1669,4 MD durant le premier trimestre de l'année 2022.

6. La situation de la balance des paiements connaît une certaine détente au niveau des opérations courantes

Le déficit courant de la balance des paiements accuse une très forte baisse se situant à 939.3 MD durant le premier trimestre 2023 contre 2042.4 MD durant la même période de 2022. Cette baisse s'explique par la réduction du déficit commercial mais surtout par la forte augmentation des recettes au titre des transports (redevance gaz), du tourisme et du revenu du travail comme la montre le tableau suivant :

En MD	2022	2023	2023/22
Transport	715.6	1321.4	84.6%
Dont redevance gaz	235.2	771.6	228.1%
Recettes touristiques	610.5	1 004.2	65.4%
Revenus du travail	1928.7	2 114.4	9.6%

En dépit de la baisse du déficit courant, l'équilibre général de la balance des paiements s'est soldé par un déficit, pour les trois premiers mois de 2023, de -947,7 MD contre -772,2 MD à fin mars 2022, ce qui s'est traduit par des pressions sur les réserves de changes qui se sont établies, à fin mars 2023, à 22 021 MD ou 95 jours d'importation, contre 22 436 MD fin mars 2022 ou 123 jours d'importation.

Cette évolution s'explique par les difficultés de mobilisation des ressources de financement sous forme d'emprunts extérieurs qui se limitent à 1 130.4MD contre 2 099.8 durant la même période de 2022, alors que l'amortissement de la dette augmente de 1364.3 MD à 1811.4 MD d'une période à une autre.

Ceci met en évidence l'urgence de conclure l'accord de financement avec le FMI et partant la mobilisation d'importantes ressources dans le cadre de la coopération bilatérale et multilatérale, surtout que la balance des paiements serait soumise à de sérieuses contraintes durant les prochains mois découlant notamment des besoins prévisibles d'importation (céréales, matières premières...) et des échéances importantes de remboursement des dettes extérieures.

7. Le budget de l'Etat connaît une certaine détente mais les difficultés de mobilisation des ressources de financement extérieures se poursuivent.

Les dernières statistiques disponibles sur l'exécution du budget de l'Etat pour les deux premiers mois 2023, font ressortir une évolution favorable des recettes de l'Etat (+ 19.7%), notamment au niveau des recettes non fiscales (686.7MD contre 258.8 MD durant la même période de 2022) et une hausse des dépenses de 8.3% % entraînant un excédent budgétaire de l'ordre 677.2 MD durant les deux premiers mois de 2023 contre 38.7 MD M durant la même période de 2021.

En MD	3 mois 2022	3 mois 2023	variations (En %)	Rappel loi des finances 2023	
Ressources de l'Etat	5 564.4	6 662.3	19.7	46 424.0	13.2
-dont :					
Recettes fiscales	5 305.6	5 985.3	12.7	40 536.0	14.3
Dépenses de l'Etat	5 525.7	5 985.1	8.3	53 921.0	6.7

-dont :

Dépenses d'intervention	859.4	1002.1	16.6	17 221.7	-4.0
Dépenses d'investissement	325.9	359.1	10.2	4 692.5	3.3
Solde budgétaire hors privatisation	38.7	677.2		- 8507.2	

L'augmentation des recettes est due à une progression de 12,7% en glissement annuel des recettes fiscales qui s'explique notamment par une nette amélioration de 14,3% en rythme annuel des impôts indirects dont la TVA qui totalise 1 760,6 MTND.

Les recettes non fiscales ont doublé passant de 258,8 MTND fin février 2022 à 683,7 MTND cette année, s'expliquant par l'encaissement de 359,1 MTND de redevances du Gazoduc algérien et la mobilisation des revenus des participations de 152,3 MTND contre respectivement 29.7 MD et 69.5 MD.

Pour ce qui est des dépenses de l'Etat, l'on note notamment une augmentation des dépenses d'intervention de 16.6% après une augmentation de 45.4% durant la même période de 2022. alors que les investissements de l'Etat augmentent de 10.2%.

Pour ce qui est du financement, les réalisations des deux premiers mois ont été marquées d'abord par une limitation des besoins de financement du fait de l'augmentation de l'excédent budgétaire en relation avec l'augmentation des ressources propres, et ensuite par une forte baisse des crédits extérieurs passant de 1404.3 MD en 2022 à 264.8 en 2023. L'appui budgétaire s'est limité à 38,1 MT, presque intégralement obtenu auprès de l'Agence Française de Développement. Le Trésor s'est désendetté de 330,9 MTND.

Le retard dans la conclusion d'un accord de financement avec le FMI a entravé la mobilisation de ressources de financement nécessaires aussi bien au niveau bilatéral que multilatéral.

Pour le reste de l'année, il faut donc impérativement trouver des relais de financements extérieurs pour éviter le risque de dérapage au niveau de la balance des paiements.

Les crédits intérieurs mobilisés s'élèvent à 714.9 MD durant les deux premiers mois (contre 718.4 MD une année auparavant). Etant rappelé que la Tunisie a réussi à mobiliser en février, un montant de 715 MD, au titre de la première tranche de l'emprunt obligataire national pour l'exercice 2023

8. Le secteur monétaire et financier.

Les indicateurs monétaires, durant le premier trimestre, sont marqués par le niveau de l'activité, et les contraintes au niveau du financement du budget de l'Etat résultant du retard dans la mobilisation des ressources extérieures de financement.

Ainsi les besoins en liquidités bancaires enregistrent une augmentation du refinancement de la BCT de l'ordre de 43.8% en relation avec la hausse des besoins moyens des banques en liquidité due notamment à l'accroissement significatif de la demande de liquidité par le secteur bancaire. Les billets et monnaie en circulation progressent de 9.6%.

Les créances sur l'Etat sont marquées par une augmentation de l'encours des bons de trésor qui s'élève à 24.9 Milliards de dinars au 30 mars 2023 avec une augmentation de 64.1% de l'encours des bons de trésor à court terme et une légère augmentation de 0.3% de l'encours des bons de trésor assimilables.

MD	Billets	Refinancement	Bons de trésor	Devises	€/DT	\$/DT
30/03/2022	17 343	11 394	21 685	22 436	3.3027	2.9631
30/03/2023	19 004	16 287	24 867	22 021	3.3347	3.0719
Evolution en %	9.6	43.8	15.1	-1.8	1.0	3.7

Conclusion

Durant le premier trimestre 2023, une certaine détente est certes observée au niveau du solde courant de la balance des paiements et de l'équilibre du budget ainsi qu'au niveau de l'évolution des IDE et des déclarations dans le secteur des industries manufacturières, Mais cela ne doit pas occulter la persistance de certaines difficultés dont notamment :

- Le niveau élevé de l'inflation qui se traduit par l'augmentation excessive du coût de la vie et par l'érosion du pouvoir d'achat notamment pour les couches les moins favorables et pour la classe moyenne . Ceci requiert la mise œuvre de mesures d'accompagnement sous forme notamment de mise en place de filets sociaux et le renforcement des programmes de soutien en faveur des familles nécessiteuses notamment en perspective de réforme du système de compensation.
- L'augmentation du taux de chômage dont le niveau dépasse déjà celui de certains pays voisins dans le sud de la méditerranée, notamment parmi les jeunes et les diplômés du supérieur.
- La poursuite de la baisse de l'investissement dont le taux atteint un niveau très faible contribuant négativement à la croissance du PIB. La plus grande priorité, reste donc la stimulation de l'investissement, principal moteur de la croissance, du renforcement de l'épargne nationale et de la création d'emplois. Ceci requiert la mise en œuvre de grandes réformes et de restructurations susceptibles de favoriser une relance sur des bases durables et inclusives. Ceci requiert une nette amélioration du climat politique et social pour favoriser l'anticipation et améliorer l'attractivité du pays.
- Les difficultés de mobilisation des ressources extérieures de financement qui risquent de poser de sérieux problèmes durant les prochains mois au niveau de l'équilibre de la balance des paiements et du budget de l'Etat et au niveau du remboursement de dette extérieure.

Mots clés : conjoncture économique Tunisie, bulletin conjoncture du 1^{er} trimestre 2023